Photo: ©OIM

BURUNDI

SUIVI DE LA RÉPONSE HUMANITAIRE

Ce rapport est produit en collaboration avec les organisations intervenant dans le Plan de Réponse Humanitaire (HRP).

2020 Janvier à Décembre

Plan de Réponse Humanitaire

RAPPORT DE SUIVI PÉRIODIQUE

Le rapport de suivi périodique est produit en collaboration avec les huit secteurs humanitaires actifs au Burundi. Il présente les progrès réalisés à travers une analyse qualitative et quantitative des indicateurs de résultats dans le plan de réponse humanitaire du Burundi. Ce rapport de 2020 couvre la période de janvier à décembre.

Le contexte

En 2020, l'analyse de besoins humanitaires a identifié 1,74 millions de personnes dans le besoin de l'assistance humanitaire. Pour répondre aux besoins de ces personnes, les partenaires humanitaires ont élaboré un plan de réponse multisectorielle pour assister 630 000 personnes vulnérables (personnes déplacées internes, rapatriés, et autres catégories de la population vulnérables affectées par les urgences y compris, les communautés d'accueil, les victimes de catastrophes naturelles non déplacées, les personnes dans l'insécurité alimentaire et les personnes vivant avec handicap etc.). Au mois de juillet, tenant compte des impacts socio-économiques de la COVID-19 et des désastres naturels enregistrés en fin 2019 et début 2020, les acteurs humanitaires ont révisé le plan de réponse pour prendre en compte les besoins de plus de 250 000 personnes dont les vulnérabilités ont été aggravées. Le plan révisé a répondu aux besoins multisectoriels engendrés par la COVID-19, excepté la santé qui a développé un plan spécifique et distinct de riposte contre cette pandémie. A la suite de cette révision, le nombre de personnes ciblées est passé de 630 000 à 887 000 et la requête financière de 114 millions à 198 millions de dollars américains soit 84 millions supplémentaires.

Le rapport

Ce rapport présente les réalisations rapportées par secteur opérationnel (Abris et Articles Non-Alimentaires, Eau, Hygiène et Assainissement, Education, Nutrition, Protection, Santé et Sécurité Alimentaire) pour la période allant de janvier à décembre 2020.

A la fin du mois de décembre 2020, à travers les interventions dans le plan de réponse humanitaire, les acteurs humanitaires ont assisté 524 708 personnes (65,5% de la cible) avec un soutien financier rapporté de 45,2% du total requis. Cette performance a été rendue possible notamment grâce aux financements humanitaires qui n'ont pas été rapportés via l'outil de suivi de financement (FTS).

Le pourcentage des réalisations des secteurs est une estimation calculée à partir de la moyenne géométrique des niveaux de réalisations de l'ensemble de ses indicateurs.

Le rapportage se fait à travers l'outil de planification et de suivi de la réponse, plus connu sous son appelation anglaise, Response Planning and Monitoring (RPM).

Chaque secteur est responsable de la qualité et la validité des données rapportées.

Le système de suivi du plan de réponse

Le cadre stratégique est au cœur du plan de réponse humanitaire (HRP). Il fournit un cadre logique qui guide la mise en œuvre du HRP à la fois à un niveau stratégique (avec des objectifs stratégiques intersectoriels) et à un niveau plus opérationnel (avec des objectifs sectoriels, des activités et des indicateurs de résultat).

L'outil RPM gère le suivi du cadre stratégique aux niveaux intra et intersectoriel, pour apporter une clarté aux processus de planification du plan de réponse humanitaire et le suivi deux fois par an du dit plan.

A cet effet, RPM fournit à l'Équipe Humanitaire Pays un service essentiel pour soutenir le cycle de programmation humanitaire, y compris la planification et le suivi de la réponse.

RPM propose un processus en ligne aux coordinateurs de secteur pour gérer le cadre stratégique de leur réponse sectorielle. De même, il offre à OCHA un processus pour la consolidation du cadre intersectoriel.

En fin, il est important de noter que le niveau de financement par secteur reflète les informations fournies par les bailleurs de fonds ou les organisations bénéficiaires au service de suivi financier (ou le Financial Tracking Service, FTS) et couvre également la période de janvier à décembre 2020.

TABLE DES MATIÈRES

04 Aperçu des Réalisations
- 05 Cartographie des réalisations clés
- 06 Réalisations intersectorielles

07 Réalisations des secteurs
- 08 Abris et Articles non alimentaires
- 11 Eau, Hygiène et Assainissement
- 14 Éducation
- 17 Nutrition
- 20 Protection
- 24 Santé
- 26 Sécurité alimentaire

29 Annexe
- 29 Acronymes

APERÇU DES RÉALISATIONS

45,2% Financés (COVID et non COVID)
Sur les $197,9 millions requis

65,5 % Atteints
Sur les 887 000 personnes ciblées

1,74M PERSONNES DANS LE BESOIN

887K PERSONNES CIBLÉES

81 PROJETS DANS LE HRP

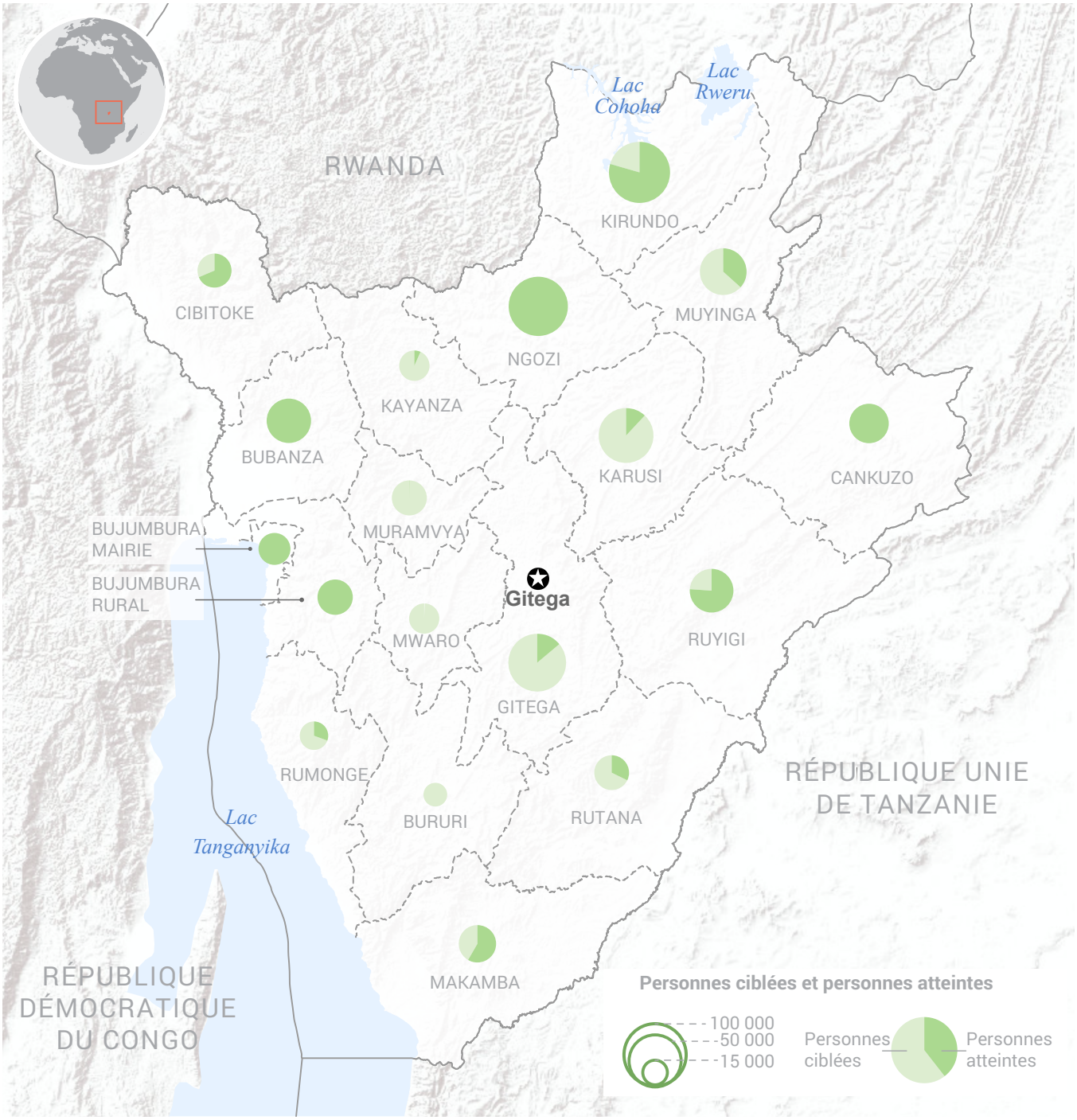
60 PARTENAIRES DANS LE HRP

CLUSTER	BESOIN DE FINANCEMENT (en million)	% FINANCÉ au 31 Déc.	PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	PERSONNES ATTEINTES COVID-19 et NON COVID-19*	PERSONNES ATTEINTES COVID-19
Réponse aux réfugiés	41,3M	22,7%	88K	88K	79,4K	Sans objet
Abris et Articles non alimentaires	33,4M	26,7%	230K	196K	20,5K	Sans objet
Sécurité alimentaire	32,4M	69,1%	1,7M	792K	749,8K	137,9K
Protection	22,0M	27,9%	462K	301,3K	271,9K	51,9K
Réponse aux rapatriés	15,9M	2,8%	50K	50K	40,7K	35K
Nutrition	12,1M	67%	388K	303K	295,2K	59,7K
Logistique	11,7M	0%	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Éducation	10,0M	1,4%	467K	467K	41,1K	120,4K
Eau, hygiène et assainissement	9,2M	13,2%	490K	490K	275,1K	Sans objet
Santé	7,3M	34,4%	554K	260K	186,7K	Sans objet
Coordination	1,6M	64,9%	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Télécom-munication	1,1M	0%	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet

*Les explications sur les réalisations et le financement de chaque secteur sont à trouver dans la partie des réalisations sectorielles des secteurs respectifs.

CARTOGRAPHIE DES RÉALISATIONS CLÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2020



Les appellations employées dans le rapport et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.

1. Réalisations intersectorielles

OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET INDICATEURS

Pour répondre aux besoins identifiés à l'issue de l'analyse des besoins humanitaire (HNO), la communauté humanitaire, en consultation avec la partie gouvernementale, a formulé trois (3) objectifs stratégiques qui permettrait de répondre efficacement et de manière coordonnée.

Objectif stratégique 1 (SO1) : La morbidité et l'extrême vulnérabilité sont réduites pour 606k personnes ciblées afin d'atténuer leur souffrance et renforcer leur résilience.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
D'ici fin 2020, 490k personnes vulnérables y compris les victimes de catastrophes naturelles résidant particulièrement dans les provinces situées le long du lac Tanganyika reçoivent une assistance pour accéder à l'eau potable, aux soins de santé et aux abris/ANA en vue de limiter la propagation des maladies d'origine hydrique et assurer une réponse d'urgence lors de la survenance de chocs	490 025	196 403	40%
D'ici fin 2020 et particulièrement dans les provinces du nord et de l'est, 606k personnes dont des PDI, rapatriés et populations hôtes vulnérables, y compris les femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et les enfants malnutris ou à risque de malnutrition, bénéficient d'une prise en charge médicale et nutritionnelle ainsi que d'une assistance en vivres en vue d'améliorer leur situation nutritionnelle et alimentaire	605 984	551 972	91%

Objectif stratégique 2 (SO2) : Un accès amélioré à l'assistance et aux services est fourni à 423k personnes ciblées afin de réduire leur vulnérabilité et renforcer leur résilience.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
D'ici fin 2020, 423k PDI, rapatriés et autres catégories de populations affectées par les urgences reçoivent une assistance pour accéder aux services WASH et aux services sociaux de base y compris l'éducation et la santé en vue de prévenir la propagation des maladies et garantir un accès équitable aux services sociaux de base dans les situations de déplacement	422 794	78 727	19%
D'ici fin 2020, 423k PDI, rapatriés et les autres catégories de populations affectées par les urgences reçoivent une assistance alimentaire et en Abris/ANA, y compris sous forme de transferts monétaires pour prévenir la malnutrition, répondre à leurs besoins essentiels lors de la survenance d'une catastrophe naturelle et faciliter leur réintégration	422 794	197 820	47%

Objectif stratégique 3 (SO3) : La prévention et la réponse face aux cas de protection de 281k personnes sont renforcées afin de garantir un environnement de protecteur.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
D'ici fin 2020 et particulièrement dans les provinces du nord et de l'est, 281k personnes en situation de mouvement (rapatriés et PDI) et les communautés hôtes bénéficient d'une assistance y compris en matière de prise en charge holistique des cas de VBG pour répondre aux violations de droits subies	281 268	219 380	78%
D'ici fin 2020 et particulièrement dans les provinces du nord et de l'est et du sud,160k personnes sont assistées pour accéder aux services y compris en matière d'accès à la documentation pour prévenir les violations de droits	159 563	243 116	152%
D'ici fin 2020 et particulièrement dans les provinces du nord et de l'est et du sud, 281k membres de la communauté et les services techniques y compris les PDI et rapatriés sont formés/sensibilisés dans le but de renforcer leurs capacités à prévenir/réduire/mitiger les risques de protection et fournir des services de base de qualité au niveau communautaire	281 268	241 212	86%

07 RÉALISATIONS DES SECTEURS*

08 Abris et Articles non alimentaires
11 Eau, Hygiène et Assainissement
14 Éducation
17 Nutrition
20 Protection
24 Santé
26 Sécurité alimentaire

* Les réalisations sont présentées par objectif sectoriel et par indicateur de suivi de la réponse. Seuls les indicateurs pour lesquels des réalisations ont été rapportées sont intégrés à ce document.

ABRIS ET ARTICLES NON ALIMENTAIRES

PERSONNES CIBLÉES	196K sur 229,5K dans le besoin	PERSONNES ASSISTÉES	20,5K sur 196K ciblées
PROJETS DANS LE HRP	5	FINANCEMENT au 31 Décembre 2020	26,7% reçu sur $33,4M requis

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
OS 1	Assurer une réponse d'urgence, digne, équitable et sécurisé en abris/ANA aux 196k populations affectées des chocs/événements	195 969	18 168	9,3%
OS 2	Améliorer la qualité d'abris pour 196k personnes en assurant l'utilisation des matériaux durables pour une meilleure résistance aux prochains chocs	195 969	2 347	1,2%

2. Réalisations

Au cours de l'année 2020, la réponse du secteur Abris/ANA a pu atteindre environ 43 200 personnes vulnerables, soit 56% suite aux catastrophes naturelles et 44% dans le cadre d'assistance fourni aux rapatriés principalement de la Tanzanie .

Dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire 2020, les effectifs font état d'environ 20 515 personnes atteintes par les réalisations du secteur soit 65% dans le cadre de la réponse aux conséquences des catastrophes naturelles contre 35% dans le cadre d'assistance lors des retours

Dans le cadre de ce plan, les principales activités du secteur se sont concentrées dans la province de Bujumbura, surtout dans la localité anciennement appelée Bujumbura Rural à concurrence de 33% et la couverture en Mairie de Bujumbura a atteint un pourcentage de 31% de la population assistée par le secteur en 2020

Cette assistance a correspondu notamment à :

- Une assistance en appui à l'hébergement octroyé à 375 ménages de Buterere, en réponse au déplacement des populations dues aux pluies torrentielles et inondations de janvier 2020; la réintégration de 136 ménages suite à la décommission des sites de déplacés de Winterekwa, la réintégration de 723 ménages suite à la fermeture du site des PDIs de Mubone, grâce à l'aide d'appui à l'hébergement,
- Les partenaires du secteur Abris/ANA ont pu apporter un soutien en abris d'urgence, kits d'articles non alimentaires au niveau des sites de déplacement de Gatumba tout au long de l'année ainsi que des appuis en location des maisons. Le volume des déplacements au niveau de Gatumba, occasionné par des fortes pluies et par le débordement de la rivière Rusizi, suivi de la création de sites de déplacement dans la zone a fait émerger un besoin en gestion et coordination des sites (CCCM) qui a été et continu d'être assuré par le secteur.

Les autres provinces d'intervention du secteur durant l'année 2020 ont été Muyinga, Ruyigi, Cankuzo (chacune de ces provinces comportant 11% de la population touchée par le secteur en 2020), Makamba (2%) et Rutana (0,5%) dans le cadre de l'assistance aux retours et rapatriements, notamment au travers des réparations d'abris, d'appuis à l'hébergement, de distribution des kits ANA et d'assistance à la sécurisation foncière par l'accès à des titres de propriété.

Ainsi, un total de 11,3% de la population ciblée par le secteur dans le Plan de Réponse Humanitaire 2020 a été atteinte.

Ce faible pourcentage de réalisation est du à des défis multiformes qui ont impacté l'atteinte des cibles prévues, à l'instar de :

- Le manque de financement, le secteur n'a reçu que 26,7% du financement requis pour l'année 2020
- L'impact de la COVID19 sur les activités du secteur.

Ce dernier a en effet considérablement ralenti les activités des partenaires sectoriels durant des deuxième et troisième trimestres de l'année. Le secteur a cependant pu progressivement reprendre ses activités, notamment suite au développement d'un Plan de Continuité des Activités (PCA) s'appuyant sur les leçons apprises et recommandations du Cluster Global Abris/ANA, sur les retours de terrain des partenaires du secteur ainsi que sur ceux des acteurs de Santé.

a. Réalisations de la réponse non COVID-19[1]

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Assurer une réponse d'urgence, digne, équitable et sécurisé en abris/ANA aux 196k populations affectées des chocs/événements

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de ménages qui ont bénéficié du cash pour la location d'une habitation ou l'appui à leur hébergement	21 123	2 127	10,1%
Nombre de ménages ayant bénéficié de cash pour construire un abri d'urgence	2 274	60	2,6%
Nombre de ménages ayant bénéficié de matériaux de construction pour construire un abri d'urgence	2 274	251	11%
Nombre de ménages ayant reçu des articles non alimentaires	6 250	590	9,4%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Améliorer la qualité d'abris pour 196k personnes en assurant l'utilisation des matériaux durables pour une meilleure résistance aux prochains chocs

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de ménages qui ont reçu les documents d'attestation de possession de parcelles ou maisons	11 538	41	0,4%
Nombre de maison construite ou réparer	9 230	230	2,5%
Nombre des femmes, hommes formés sur les techniques de construction	11 538	112	1%
Nombre de femmes, hommes ayant bénéficié de cash pour réparer leurs maisons	6 033	230	3,8%

3. Capacité opérationnelle

Le secteur Abris/ANA au Burundi comporte au total 12 membres acteurs ou observateurs, dont un lead gouvernemental (Ministère de la Solidarité, des Affaires Sociales, du Droit de la Personne Humaine et du Genre), troix agences onusiennes (les co-lead OIM et UNHCR, puis ONU Femmes en tant que membre observateur), cinq ONG internationales (Catholic Relief Services, World Vision International, Christian Aid, Danish Refugee Council, CARE, Help-a-Child), troix ONG nationales (Croix-Rouge Burundaise, Caritas Burundi, COPED) et une organisation de la société civile (OPIRCo). Si la majorité des sièges des partenaires se trouvent au niveau de Bujumbura, l'on note une présence décentralisée sur le terrain notamment auprès des partenaires nationaux (Croix-Rouge, Caritas, OPIRCo) présents dans toutes les provinces,

1 La spécificité des activités mise en oeuvre par le groupe sectoriel ne permettait pas de développer des activités COVID. Toutefois, dans l'organisation de la distribution de l'aide en abris et ANA, des mesures barrières étaient mises en place conformément aux directives de l'IASC.

et de certaines organisations (OIM, HCR, Help-a-Child) présentes au niveau ou dans le prolongement des zones de retour (Muyinga, Cankuzo, Ruyigi, Rutana, Makamba). Les stocks principaux de pré-positionnement de matériaux dans le pays se trouvent au niveau de Gitega et de Bujumbura.

Environ six acteurs étaient régulièrement représentés lors des réunions sectorielles en 2020. Cinq partenaires étaient actifs en activité d'Abris (OIM, Croix-Rouge, HCR via COPED, Help-a-Child) et 7 en distribution d'ANA standards (OIM, Croix-Rouge, HCR via Caritas, World Vision International, Care, Christian Aid, Help-a-Child). Quatre organisations restaient membres observateurs ou en préparation de futures activités pour le secteur (ONU Femmes, CRS, DRC, OPIRCo).

Avec USD $9 millions reçus en 2020, le secteur a été largement sous-financé par rapport à la requête initiale de USD 33.4 millions (budget révisé suite à la COVID-19) soumise pour la réalisation de ses objectifs[2].

2 Le secteur n'a pas enregistré des faits occasionnant des nouveaux besoins sectoriels suite à la COVID-19 et appelant à des activités spécifiques. Cependant, son budget a été révisé suite aux nouvelles contraintes posées par cette pandémie, notamment la logistique et les mesures barrières mises en place dans le transport pour la contenir aussi bien au pays que dans la région.

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

PERSONNES CIBLÉES	490K sur 490K dans le besoin	PERSONNES ASSISTÉES	275,1K sur 490K ciblées
PROJETS DANS LE HRP	12	FINANCEMENT au 31 Décembre 2020	13,2% reçu sur $9,2M requis

1. Objectifs

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
OS 1	Assurer l'accès à l'eau potable aux 490k personnes vulnérables ciblées dans les zones à risques de maladies hydriques ainsi que dans des zones d'accueil des réfugiés, rapatries et PDI	490 025	196 403	40,1%
OS 2	Assurer l'accès aux services d'EHA pour 423k personnes vivant dans les zones à risque des maladies hydriques, zones de grands retours des rapatriés, communautés hôtes et PDI	422 794	78 727	18,6%

2. Réalisations

En 2020, en collaboration avec la direction générale d'eau potable et l'assainissement du ministère de l'énergie, l'UNICEF a organisé un cadre d'échange mensuel de tous les partenaires du secteur WASH sur la situation humanitaire qui prévaut au niveau national. Cette plateforme permet de définir et d'orienter des actions à mener à travers une approche coordonnée pour se préparer à pouvoir répondre aux différents chocs humanitaires que le Burundi a connues en 2020, y compris les catastrophes naturelles (glissements de terrain, inondations, déficit en eau ou sécheresse, etc.) et les épidémies (choléra, Covid 19, risque d'Ebola et rougeole).

Le secteur WASH a participé aux évaluations intersectorielles pour l'identification des besoins, établi la priorisation des besoins et mis en œuvre une réponse coordonnée au niveau intersectoriel. Avec la participation des organisations sectorielles internationales et nationales telles que l'UNICEF, le CRB, la NCA, l'AIDE, le GVC, le Consortium Croix Rouge, les populations vulnérables ont eu accès à des équipements WASH pour leur survie et pour améliorer leurs conditions de vie. Pour les catastrophes naturelles, il s'agit principalement de la distribution de l'eau, la construction des latrines et douches d'urgences, les sensibilisations sur la promotion des bonnes pratiques d'hygiènes dans les sites des déplacées dont ceux érigés dans la zone de Gatumba, en province de Bujumbura.

En 2020, le secteur WASH a poursuivi deux objectifs, notamment (1) assurer l'accès à l'eau potable aux 490 025 personnes vulnérables ciblées dans les zones à risque de maladies d'origine hydrique ainsi que dans les zones d'accueil des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées ; (2) assurer l'accès aux services de WASH pour 422 794 personnes vivant dans les zones à risque des maladies hydriques ainsi que dans les zones de grands retours.

Le secteur WASH a apporté une réponse efficace à l'épidémie de choléra, survenue dans les provinces de Bujumbura, Cibitoke et Bujumbura Mairie, par des sensibilisations de masse et ambulant de 246 103 personnes, des distributions de 13 995 Kits WASH pour la collecte et le traitement de l'eau potable, et la mise en place des points d'eau temporaires dans les zones affectées par cholera en faveur de 112 433 personnes.

Au cours du second semestre de cette année 2020, caractérisé par la pandémie COVID-19, le secteur WASH a apporté une contribution remarquable sur le changement de comportement y compris les bonnes pratiques d'hygiène qui contribuent aux mesures barrière. UNICEF a contribué au sein du secteur, par une mobilisation des donateurs pour l'accessibilité à grande échelle du savon pour le lavage des mains en réduisant à moitié le prix du savon sur tout le territoire national pendant 4 mois. 10 millions de morceau de savon, communément appelés « Bururu », ont été distribués

par mois. D'autres membres du secteur, en particulier le consortium de la croix rouge, NCA, l'AIDE, l'IRC, ont engagé la vulgarisation d'une innovation locale "tippy tap" moins chère et réalisable par tous pour assurer la mise en œuvre de l'engagement communautaire pour le lavage des mains au savon pour toute la population.

a. Réalisations de la réponse non COVID-19

Le faible financement des interventions humanitaires prévues par la stratégie de la réponse sectorielle (13% des besoins financiers requis) a été un handicap majeur le long de l'année 2020. Toutefois, les derniers mois de l'année, ont été caractérisés par le réajustement par certains acteurs WASH (sous le financement de l'UE) de leurs activités et allocations initialement prévues dans le cadre de développement pour s'aligner aux indicateurs des interventions humanitaires du secteur WASH. Ceci a permis d'apporter de l'assistance: accès à l'eau potable et l'assainissement dans les institutions publiques (écoles et centre de santé), les sensibilisations sur la promotion d'hygiène et distributions des Kits WASH au niveau communautaire dans les 18 communes :Vyanda, Bururi, Kayogoro, Kibago, Mabanda, Makamba, Nyanza Lac, Vugizo, Rumonge, Giharo, Musongati, Bukemba, Muyinga et Giteranyi, Vumbi et Ntega, Mugina et Mabayi. Celles-ci réparties dans 7 provinces Bururi, Makamba, Rumonge, Rutana, Muyinga, Kirundo et Cibitoke.

Le cas des réalisations de l'UNICEF des interventions humanitaires sur fonds propres, complète la liste de la stratégie de réajustement mise en place par le secteur afin d'assister une partie des populations ciblées au sein des centres de santé situé dans la zone à haut risque (frontière terrestre avec la RDC, zone avec cas de choléra en 2020) pour renforcer les préventions et contrôles des infections de Cholera, Ebola et COVID-19.

Ainsi le secteur est arrivé à fournir de l'assistance aux 56% des personnes ciblées en 2020.

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Assurer l'accès à l'eau potable aux 490k personnes vulnérables ciblées dans les zones à risques de maladies hydriques ainsi que dans des zones d'accueil des réfugiés, rapatries et PDI

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de femmes, hommes, et des enfants ayant accès à l'eau potable	490 025	112 433	22,9%
Nombre de femmes, hommes, et des enfants ayant accès à l'eau potable pour reduire leurs vulnerabiltés	490 025	11 249	2,3%
Nombre de ménage ayant le Kit NFI/WASH	98 004	13 995	14,3%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Assurer l'accès aux services d'EHA pour 423k personnes vivant dans les zones à risque des maladies hydriques, zones de grands retours des rapatriés, communautés hôtes et PDI

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de centres de santé disposant de latrines séparées pour hommes et femmes	21	40	190,5%
Nombre de centres de santé ayant des points d'eau construits et/ou rehabilités	21	56	266,7%
Nombre de centre de sante ayant du personnel formés sur la gestion des dechets biomedicaux	16	14	87,5%
Nombre d'écoles disposant de points d'eau	30	11	36,7%
Nombre de femmes, filles, garçons et hommes déplacés, rapatriés et/victimes de catastrophes naturelles sensibilisés aux bonnes pratiques d'hygiène	422 794	246 103	58,2%

3. Capacité opérationnelle

Certaines réponses WASH aux chocs humanitaires ont été prolongées, mettant à rude épreuve la capacité du secteur WASH. Pour les catastrophes naturelles, y compris les inondations, l'intervention s'est prolongée dans le temps - plus de 8 mois. A titre d'exemple, la situation de Gatumba date du mois de mai 2020 et s'est prolongée au-delà décembre 2020.Ce qui a limité les capacités financières du secteur pour continuer à faire face à des nouvelles urgences éventuelles. L'engagement des partenaires pour la réponse a donc été réduit en raison de manque de financement. En outre, les partenaires sectoriels présents sur tout le territoire national ont eu des capacités de réponse limitées. L'UNICEF est souvent intevenu en dernier ressort, notamment dans les sites des déplacées internes.

ÉDUCATION

PERSONNES CIBLÉES	467K sur 467K dans le besoin	PERSONNES ASSISTÉES	41,1K sur 467K ciblées
PROJETS DANS LE HRP	10	FINANCEMENT au 31 Décembre 2020	1,4% reçu sur $10M requis

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
OS 1	Garantir aux 65k filles et aux garçons en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les mouvements de populations et aux autres enfants à besoins spécifiques, un accès équitable à une éducation de qualité adaptée à leurs besoins socio-émotionnels et inclusive	67 000	39 476	58,9%
OS 2	Renforcer les capacités de 2,000 professionnels de l'éducation en ESU	2 000	1 643	82,2%

2. Réalisations

En 2020, le secteur éducation a mené des activités pour assurer un accès équitable et inclusif à une éducation de qualité aux enfants affectés par les mouvements de population et les catastrophes naturelles. Les activités étaient alignées sur deux objectifs: (1) Garantir aux 65 660 enfants (filles et garçons) en âge scolaire (3-6 ans), affectés par les mouvements de populations et autres chocs, un accès équitable à une éducation inclusive de qualité et adaptée à leurs besoins socio-émotionnels ; (2) Renforcer les capacités de 1 340 professionnels de l'éducation en Education en Situation d'Urgence (ESU). À la suite de la crise de la pandémie COVID-19 en mars 2020, le secteur a également entrepris des activités de prévention de cette maladie dans les écoles.

Sur les sept (7) activités qui étaient planifiées en dehors du plan COVID-19, six (6) activités ont été réalisées. 94 salles de classes endommagées ont été réhabilitées/équipées et 276 écoles ont été dotées de kits WASH complets pour permettre aux enfants de continuer leurs études dans un environnement sûr et protecteur. 23 107 enfants ont reçu des kits scolaires et 536 enseignants ont bénéficié des supports pédagogiques pour les aider à assurer un enseignement de qualité. 15 813 enfants retournés et déplacés, principalement dans les provinces de Ruyigi, et Makamba qui avaient des difficultés d'apprentissage ont suivi un programme de cours de rattrapage pour améliorer leurs compétences en français et Kirundi ainsi qu'en mathématique afin de pouvoir poursuivre leur scolarité et compléter leurs études. 1 643 enseignants, directeurs d'écoles, et membres des comités de gestion de l'école ont été formés sur les situations d'urgence, la prévention et la gestion des conflits pour les rendre capables de faire face aux situations d'urgence dans les écoles et renforcer la protection des enfants dans les provinces de Ruyigi, Bujumbura Rural, Makamba et Rumonge. 660 enfants victimes d'abus et violences y compris les VBGs ont été référés aux centres/services spécialisés pour bénéficier d'un appui psychosocial. Par rapport aux réalisations non COVID-19, une seule activité n'a pas été réalisée. Il s'agit de la construction et de l'équipement des classes temporaires car les partenaires n'ont pas eu des moyens pour la mise en œuvre de cette activité. Au cours de 2020, 750 salles de classe étaient identifiées comme dans le besoin d'être réhabilitées à la suite de catastrophes naturelles (pluies torrentielles, vents violents). La tendance qui se remarque est que ce problème continuera de s'aggraver en 2021 car, ne fût-ce que sur la période de Décembre 2020 à Février 2021, les inondations survenues notamment à Gatumba (en province de Bujumbura Rural) ont endommagé 41 salles de classe dans dix (10) écoles, sans oublier le matériel scolaire et pédagogique d'un grand nombre d'élèves et d'enseignants. La réponse apportée par le gouvernement du Burundi et les partenaires humanitaires n'a pas pu couvrir tous les besoins car ces besoins nécessitaient des moyens

humains et financiers qui vont au-delà des moyens dont disposaient ces acteurs. Les membres du secteur restent mobilisés pour apporter des compléments de réponse selon qu'ils en ont la possibilité, en privilégiant la fourniture des kits élèves et d'équipements pédagogiques pour la continuité des apprentissages.

Dans le cadre de la prévention de la COVID-19, la majorité des réalisations ont porté sur le renforcement des mesures d'hygiène, la distribution des kits scolaires, la sensibilisation sur les mesures barrières contre la COVID 19, mais aussi sur la prévention des abus en milieu scolaire. Des messages clés et des guidelines ont été diffusés dans toutes les provinces pour inciter les élèves à respecter les mesures-barrières afin de se protéger et protéger les autres. Au total, 864 écoles ont reçu des kit Wash pour offrir aux élèves des possibilités de pratiquer des mesures d'hygiène. 1 023 écoles ont reçu des produits désinfectants pour prévenir la contamination au Coronavirus lors de la passation d'examens. Des points focaux dans 514 écoles ont été sensibilisés sur l'assistance psychosociale et la lutte contre les VBG. Sur six (6) activités qui étaient prévues pour lutter contre la propagation de la COVID-19, deux (2) activités n'ont pas été mises en œuvre. Il s'agit de la digitalisation des programmes d'enseignement du cycle fondamentale et l'organisation des cours à distance et de la distribution des postes radios aux ménages les plus vulnérables. Bien que les enseignants aient été organisés pour procéder à l'enregistrement des cours sur des supports sonores, ce programme n'a pas été mené à bout car les écoles sont restées ouvertes. Ces activités sont replanifiées sur 2021.

De manière globale, la réponse apportée a été bonne et appréciée par les bénéficiaires bien que tous les enfants qui étaient dans le besoin étaient difficile à combler en totalité. La pandémie de la COVID-19 a limité les déplacements pour certains partenaires et les missions de suivi et de supervision des activités n'ont pas été régulières.

Les défis majeurs que le secteur a connus en 2020 sont notamment : un nombre élevé de catastrophes naturelles dans les communautés, le manque de financements suffisants face aux besoins sur le terrain, ainsi que des contraintes d'accès au terrain liées surtout au contexte COVID-19. Le secteur a fourni beaucoup d'efforts pour la mobilisation des fonds et, vers la fin de 2020, le GPE a accordé au Gouvernement du Burundi, en passant par UNICEF, un financement de 7M USD pour mettre en œuvre des activités permettant la continuité des apprentissages dans le contexte COVID-19. La quasi-totalité de ces fonds seront cependant utilisés en 2021. Afin de minimiser les risques de contamination à la COVID-19 et ainsi de réduire les contraintes de mouvement sur le terrain, les membres du secteur ont fait de la sensibilisation sur COVID 19 une activité transversale dans tous leurs programmes.

a. Réalisations de la réponse non COVID-19

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Garantir aux 65k filles et aux garçons en âge scolaire (3-16 ans) affectés par les mouvements de populations et aux autres enfants à besoins spécifiques, un accès équitable à une éducation de qualité adaptée à leurs besoins socio-émotionnels et inclusive

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre d'enfants (filles et garçons) assistant aux cours de rattrappage	32 830	15 813	48,2%
Nombre d'enfants (filles et garçons) ayant bénéficié de kits scolaires	65 660	23 107	35,2%
Nombre d'ecole beneficiant de kits WASH complets	131	276	210,7%
Nombre de salle de classes aménagées/réabilitées/équipées	1 340	94	7%
Nombre d'enfants référencés vers les centres de prise en charge spécialisés	5 257	660	12,6%
Nombre d'enseignants (hommes et femmes) ayant bénéficié de kits enseignants	1 340	566	41,5%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Renforcer les capacités de 2,000 professionnels de l'éducation en ESU

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de enseignants / directeurs d'ecole / membres des CGE formés sur l'education en situation d'urgence (y inclut la prévention et gestion des conflits)	1 340	1 643	122,6%

b. Réalisations de la réponse COVID-19

INDICATEURS PAYS

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de provinces dans lesquelles des messages clés et guidelines sur les écoles en contexte COVID-19 ont été diffusées	18	18	100%
Nombre d'écoles ayant reçu des kits WASH	131	864	659%
Nombre d'écoles où des points focaux ont été formés	131	514	392%

3. Capacité opérationnelle

Les partenaires humanitaires qui participent dans le HRP se sont mobilisés pour répondre aux besoins des plus vulnérables même si la satisfaction n'a pas été totale au regard de l'ampleur des besoins et des financements très limités.

En 2020, les partenaires actifs réunis au sein du Groupe de travail éducation en situations d'urgence sont au nombre de 16 dont quatre (4) ONGN, neuf (9) ONGI, trois (3) agences UN. Une cartographie '3W' est en cours de finalisation pour démontrer la répartition actualisée des partenaires sur le terrain. Au premier trimestre, six ONGs et une agence de l'ONU ont produit un rapport des réalisations et au 2ème trimestre, cinq ONGs et une agence de l'ONU ont fourni le rapport sur leurs réalisations. L'absence des rapports de tous les partenaires qui selon leur dire, leur demande du temps supplémentaire, ne permet pas d'avoir une vision globale de la réponse apportée et d'évaluer correctement les résultats atteints par rapport aux objectifs du HRP. Le coordinateur du secteur apportera un appui technique à tous les secteurs et se mettra en contact avec chaque partenaire pour l'encourager à produire le rapport en temps utile.

NUTRITION

PERSONNES CIBLÉES	302,7K sur 388K dans le besoin	PERSONNES ASSISTÉES	295,2K sur 302,7K ciblées
PROJETS DANS LE HRP	10	FINANCEMENT au 31 Décembre 2020	67% reçu sur $12,1M requis

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
OS 1	120k enfants de moins de 5 ans filles et garçons et 25k femmes enceintes et allaitantes malnutris aigus y compris les retournés, les rapatriés, les déplacés internes ont accès aux services de prise en charge de la malnutrition aiguë	145 000	96 380	66,5%
OS 2	Une assistance humanitaire est fournie à 259k enfants et femmes enceintes et allaitantes pour prévenir la malnutrition et renforcer la résilience	259 894	171 691	66,1%

2. Réalisations

Le secteur nutrition dans le plan de réponse humanitaire 2020 a envisagé apporter une assistance à 303 000 personnes vulnérables, surtout les enfants et les femmes dans les 12 provinces les plus affectées par l'insécurité alimentaire, la malnutrition aigüe ou qui abritent les retournés et les déplacés internes. Les principales interventions du HRP étaient (1) le dépistage actif de la malnutrition aigüe, (2) la prise en charge des enfants et femmes atteints de malnutrition (MAS et MAM) et (3) les activités de prévention comme la promotion des pratiques d'alimentation, d'hygiène, le renforcement de la résilience des communautés à travers des transfert monétaires. Suite à la pandémie de la COVID-19, le secteur a maintenu ses interventions critiques et a ajusté ses programmes pour prendre en compte des activités de sensibilisation sur la prévention de la COVID-19, l'équipement des structures communautaires et des centres nutritionnels en équipement de protection personnelle ainsi que le développement des guidelines Nutrition COVID-19.

En 2020, 589 251 enfants de 6-59 mois ont été dépistés, 70% des enfants MAM ont été supplémentés et 100% des enfants MAS ont été traités avec un taux de guérison de 90%. De plus, 38 147 femmes enceintes et allaitantes ont été supplémentées. Au total 998 000 personnes ont été sensibilisées sur l'hygiène, la nutrition et la prévention de la COVID-19. Environ 6 000 ménages ont bénéficié des transferts monétaires contre 7 000 ménages planifiés. Les services nutritionnels et les foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnel ont été équipés en dispositifs de lavage des mains, plus de 14 000 couples mère-enfants ont bénéficié du savon et près de 12 000 ménages ont eu accès au 'tippy-tap' dans le cadre de la réponse au COVID-19.

Les succès du secteur se mesurent par la capacité de mobilisation de ressources et/ou de reprogrammation des fonds qui ont permis de mobiliser 8,1 million USD pour un budget révisé de 12,1 Million USD soit une couverture de 67%. Toutes les structures de prise en charge sur les 12 provinces ont été approvisionné en 'plumpy nut' sans aucune rupture dans la chaine d'approvisionnement. Une autre réalisation importante est la tenue de l'enquête nutritionnelle SMART édition 2020. L'implication effective des membres du secteur et la réussite de la coordination ont été d'une importance capitale pour l'atteinte des résultats.

Les défis majeurs concernent le faible financement du secteur à la survenue de la pandémie de la COVID-19 pourrait s'expliquer par une orientation des financements humanitaires vers la riposte à cette pandémie qui est avant tout une crise sanitaire avec une priorité accordée à la santé et aux interventions Wash. Toutefois, avec le plaidoyer pour la continuité des services de nutrition, les acteurs du secteur ont pu obtenir l'accord de certains bailleurs pour

la reprogrammation des fonds des projets de développement pour la mise en œuvre de la réponse COVID-Nutrition. Certaines interventions comme l'assistance aux personnes dans les centres de confinement et la supplémentation des enfants pour prévenir la malnutrition n'ont pas été mis en œuvre par manque de financement. Le secteur a connu une lenteur dans le rapportage des données des activités réalisées dans le cadre de la réponse et pour y remédier la présentation des résultats atteints par chaque partenaire fut inscrite à la réunion du secteur au moins une fois par trimestre.

a. Réalisations de la réponse non COVID-19

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : 120k enfants de moins de 5 ans filles et garçons et 25k femmes enceintes et allaitantes malnutris aigus y compris les retournés, les rapatriés, les déplacés internes ont accès aux services de prise en charge de la malnutrition aiguë

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de nouveaux cas (filles garçons) traités pour la malnutrition aiguë sévère	45 000	45 430	101%
Nombre de FEFA malnutries supplementées	25 000	38 147	152,6%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Une assistance humanitaire est fournie à 259k enfants et femmes enceintes et allaitantes pour prévenir la malnutrition et renforcer la résilience

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de femmes et hommes sensibiliés sur les PFE et l'enregistrement dès la naissance et les soins aux garcons et filles	252 936	446 136	176,4%
Nombre de nouveaux cas (filles et garcons) admis/gueris pour la malnutrition aiguë modérée	75 000	41 813	55,8%
Nombre de ménages vulnérables bénéficiaires du cash ou autres transferts sociaux pendant la période de soudure pour réduire les risques de malnutrition chez les enfants	7 191	6 326	88%
Nombre d'enfants depistés pendant la période de soudure	109 000	589 251	540,6%

b. Réalisations de la réponse COVID-19

INDICATEURS PAYS

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de provinces ayant des stocks d'intrants nutritionnels pré-positionnés	18	18	100%
Nombre de provinces où des messages sur l'hygiène sont diffusées	18	15	88,3%
Nombre de kits de lavage des mains distribués	3 000	1 361	45,4%
Nombre de couples mère/ enfant bénéficiant de savons	38 000	14 161	37,3%
Nombre de ménages vulnérables ayant accès aux Tippy Tap dans les structures communautaires	60 536	11 936	19,7%

3. Capacité opérationnelle

Cinq agences des Nations Unies (UNICEF, PAM, FAO, OMS et FIDA), six ONG internationales, quatre ONG nationales et deux Bailleurs (USAID/BHA, EU) sont membres actifs du secteur nutrition et ont participé à la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire (HRP), du plan de réponse COVID-Nutrition et des projets de développement en 2020. Les interventions des membres du secteur ont couvert toutes les 12 provinces ciblées pour la réponse humanitaire. La réponse COVID-19 a couvert toutes les 18 provinces du pays.

PROTECTION

PERSONNES CIBLÉES	301,3K sur 462K dans le besoin	PERSONNES ASSISTÉES	271,9K sur 301,3K ciblées
PROJETS DANS LE HRP	40	FINANCEMENT au 31 Décembre 2020	27,9% reçu sur $22M requis

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
OS 1	Assurer une réponse immédiate aux cas de protection en faveur de 281k personnes ciblées, avec une attention particulière aux personnes a besoin spécifique	281 268	219 380	78,0%
OS 2	Renforcer l'accès a la justice et à la documentation	159 563	243 116	152,4%
OS 3	Améliorer l'accès aux services de protection pour les personnes cibles via le renforcement des mécanismes communautaires et nationaux de protection	281 268	241 212	85,8%

2. Réalisations

Le Groupe Sectoriel Protection s'est réuni chaque mois pour partager les informations sur la situation de protection des personnes affectés au Burundi, y compris les déplacés internes à la suite des inondations et d'autres catastrophes naturelles. Les rapatriés des pays voisins, tels que la Tanzanie, la RDC et le Rwanda, n'ont souvent pas pu récupérer leurs propres terres et continuent de faire face à des problèmes d'intégration.

Les partenaires membres du Groupe Sectoriel de Protection (GSP) ont continué à réaliser activités de protection comme l'assistance légale, aide en faveur des personnes ayant égaré leurs papiers (Carte Nationale d'Identité) suite aux déplacements, et les activités d prévention et de réponse aux incidents de VBG. De plus, les partenaires ont mené des séances d3e sensibilisation sur les risques de contagion de COVID-19 et les mesures de prévention.

Le GSP a continué les efforts de partage des informations reçues sur les situations des personnes déplacées internes par les vagues d'inondations de novembre 2019 jusqu'à mai 2020 dans les 2 sites officiels (Kinyinya II et Maramvya Sobel), un village d'accueil (Mafubo) et un site non officiel (Kigaramango) de Gatumba. Le GSP a été représenté dans les réunions de la Plateforme Nationale de Prévention des risques et de Gestion des catastrophes et a effectué un plaidoyer pour que les solutions durables des PDI dans les sites se mettent en place dans le respect des droits fondamentaux des personnes déplacées. Le GSP a donné un appui à la mission d'un ProCap entre novembre et décembre 2020. Cette mission a abouti sur une feuille de route renforcant la transversalité de la protection dans les opérations humanitaires et dans tous les secteurs actifs au Burundi.

Sous-secteur protection de l'enfance

Le sous-secteur protection de l'enfance (SSPE) a pour objectif de fournir des services multisectoriels et inclusifs aux enfants affectés y compris les victimes et témoins des violations, abus et exploitations

En dépit de l'impact de la COVID-19 et l'organisation des élections en 2020, les acteurs du SSPE ont assuré l'accès à au moins un service de protection à 227 886 enfants (115 871 filles) vulnérables affectés par les crises humanitaires.

Parmi ces enfants bénéficiaires, 167 221, dont 78 486 filles, ont bénéficié des activites de soutien psychosocial y compris à travers les activites socio récréatives. Ces enfants incluent également 17 453 autres (10 471 filles) enfants déplacés de Gatumba et affectés par les inondations.

Au total, 145 espaces amis des enfants et 426 comités de protection de l'enfant ont été mis en place au sein des communautés pour assurer l'accès des enfants aux services de base, notamment à Gatumba, Rumonge, Bubanza, Cibitoke et dans 3 centres de réception des enfants en situation de rue à Bujumbura. Les membres de ces structures communautaires, au-delà d'assurer le suivi communautaire des enfants, ont facilité le référencement et la prise en charge médicale de 1 288 enfants dont 686 filles.

Aussi, 1 831 enfants non accompagnés et séparés (873 filles) ont bénéficié de la documentation, de la prise en charge alternative, de la réunification familiale et du suivi post-réunification.

En plus, 11 352 enfants (6 911 filles) ont bénéficié de la réinsertion scolaire et socio-économique, notamment grâce à la mobilisation des membres des groupes de solidarité en place dans les zones affectées.

402 travailleurs sociaux (186 femmes) ont été formés et sont actifs dans la gestion et le suivi des cas des enfants dans le besoin.

En 2020, les acteurs du SSPE ont pu assurer l'accès 128 283 enfants (61 922 filles) aux extraits d'actes de naissances, particulièrement dans les provinces de Ruyigi (ayant enregistré un nombre important des retournés et rapatriés), de Makamba, Rutana, Rumonge, Cibitoke et Bubanza.

Sous-secteur violence basée sur le genre (VBG)

Pour améliorer l'accès aux services de protection pour les personnes cibles via le renforcement des mécanismes communautaires et nationaux de protection, 6 CDFCs ont reçu les matériels et équipements pour améliorer leur capacité de prévention, réponse et coordination des interventions VBG. 100 prestataires de services VBG (gestionnaires des lignes vertes, les assistantes psychosociales des ONGs nationales, etc) ont été formés sur la gestion de cas, concepts VBG, traite humaine et référencement confidentiel des cas de VBG. Il a été conduit la formation et la vulgarisation des nouvelles directives dans la programmation ciblant les violences basées sur le genre en situation d'urgence auprès des acteurs du sous-groupe sectoriel. Enfin, 101 agents de la police nationale ont été formés sur le système de référencement, les concepts VBG,

Pour la fourniture des services multisectoriels et inclusifs d'urgence immédiate aux personnes victimes de VBG, 7 495 survivants des VBG ont eu accès à au moins un des services de prise en charge (médicale, psychosociale, juridique ainsi qu'en hébergement protégé en 2020. Près de 6 600 femmes et filles en âge de procréer ont reçu les kits de dignité pour répondre à leur hygiène.

Par ailleurs, les cartes de référencement en kirundi/français sont en cours de validation pour faciliter l'accès aux services de prise en charge VBG dans le délai.

Les efforts ont été déployés pour former les acteurs aux mécanismes de redevabilité, PEAS et intégration de la protection dans la réponse humanitaire. Ainsi, un groupe de travail ad hoc a été mis en place pour le développement d'un cadre inter-agence PEAS au Burundi. Le plan de travail PEAS et les termes de référence du réseau/des points focaux sont en cours de validation. Une formation sur la politique PEAS a été dispensée en faveur de 30 acteurs VBG.

Des actions de sensibilisation, de mobilisation communautaire et de plaidoyer ont été organisés sur des questions de protection (VBG, violence, abus et exploitation des enfants, traite des êtres humains et autres violations des droits humains) auprès de 241 212 personnes (femmes, hommes, filles, garçons), en 2020.

Enfin, une assistance en cash a été apportée aux femmes et filles chefs des ménages les plus vulnérables pour réduire les risques accrus d'exposition aux VBG. Cette assistance cash reste trop faible. Au moins 21 femmes et filles ont une assistance en cash. UNFPA avait planifié une distribution auprès de 500 femmes et filles mais cela n'a pas été effectif suite au retard dans la formalisation du contrat avec Lumitel.

Financement des interventions

La stratégie de la réponse du secteur protection a été faiblement financé (27 ,9% des besoins requis). Pour faire face aux nouveaux besoins tels que le retour continu des réfugiés, les déplacements de population dû notamment aux inondations, certains partenaires ont pu intervenir sur fonds propres et d'autres ont obtenu le financement des projets soumis hors-HRP. C'est ainsi que tous ses efforts mis ensemble, ont permis au secteur d'atteindre 90% de la population cible.

La réponse multisectorielle aux réfugiés comme seule des rapatriés, ont également connu un niveau faible de financements, respectivement 22,7% et 15,9% de leurs besoins requis. Le HCR pour la réponse aux réfugiés avait pris l'option de réduire la quantité de l'assistance afin d'atteindre le maximum des réfugiés (90% de personnes assistées par rapport à la cible) au détriment de la qualité de la réponse. Pour ce qui est de la réponse

aux rapatriés, l'organisation a dû contribuer avec ses fonds propres pour répondre surtout aux besoins urgents des rapatriés (81% de rapatriés assistés).

a. Réalisations de la réponse non COVID-19

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Assurer une réponse immédiate aux cas de protection en faveur de 281k personnes ciblées, avec une attention particulière aux personnes a besoin spécifique

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de filles, garçons, femmes et hommes à risque de VBG ayant bénéficié d'au moins un service VBG (hébergement d'urgence, assistance médicale, légale, NFI, PSS, assistance cash)	101 257	7 495	7,4%
Nombre de femmes et hommes a risque ayant bénéficié au moins d'un service de protection adapté autre que VBG ou Protection de l'enfance (hébergement d'urgence, assistance médicale, légale, NFI, PSS)	30 941	38	0,1%
Nombre de filles et garçons, ayant bénéficié d'au moins un service essentiel de protection de l'enfance y compris Soutien Psychosocial, Réunification familiale, prise en charge alternatives d'urgence, assistance légale et soutien à la réinsertion	149 074	219 380	147,2%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Renforcer l'accès a la justice et à la documentation

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de filles et garçons non enregistrés à la naissance ayant reçu un extrait d'acte de naissance	62 831	242 984	386,7%
Nombre de femmes et hommes sans documentation civile ayant reçu un document d'identité	69 168	132	0,2%

Objectif sectoriel 3 (OS 3) : Améliorer l'accès aux services de protection pour les personnes cibles via le renforcement des mécanismes communautaires et nationaux de protection

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de personnes formées	3 001	2 969	98,9%
Nombre de filles, garçons, femmes et hommes sensibilisés a des questions de protection et aux mécanismes de protection en place	281 268	241 212	85,8%

b. Réalisations de la réponse COVID-19

INDICATEURS PAYS

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de filles, garçons sensibilisés à la prévention et bonnes pratiques pour lutter contre la COVID-19	175 000	303 249	173,3%

Nombre de femmes, filles, hommes et garçons sensibilisés sur les risques de séparation familiale et contre la stigmatisation des personnes affectées par la COVID-19	301 268	16 216	5,4%
Nombre de femmes, filles, hommes et garçons sensibilisés sur la gestion des rumeurs, les stigmatisations et la divulgation de données personnelles	301 268	15 445	5,1%
Nombre de personnes assistées dans les sites de transit et de PDI	186 610	35 227	18,9%
Nombre de femmes et filles chefs de ménages les plus vulnérables ayant bénéficiées d'une assistance en CASH	15 000	21	0,1%

3. Capacité opérationnelle

Environ 40 partenaires sont membres actifs du GSP. Des acteurs du GSP sont présents dans l'ensemble des 18 provinces du pays et interviennent principalement à Bujumbura Mairie, Bujumbura, Rumonge, Rutana, Makamba, Ruyigi, Muyinga, Ngozi et Buterere.

La présence opérationnelle et la couverture géographique des services reste un défi majeur. Le GSP, et en particulier le sous-secteur VBG, reste sous-financé. On constate également que certaines activités, comme la réinsertion socio-économique des personnes affectées, l'assistance des survivants(es) de VBG, et autres jeunes victimes de violations sont sous financées et les opportunités économiques sont très limitées. De plus, l'émergence de la COVID-19 a tourné de nombreux bailleurs vers d'autres urgences.

SANTÉ

PERSONNES CIBLÉES	260K sur 554K dans le besoin	PERSONNES ASSISTÉES	186,7K sur 260K ciblées
PROJETS DANS LE HRP	7	FINANCEMENT au 31 Décembre 2020	34,4% reçu sur $7,3M requis

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
OS 1	Assurer l'accès aux soins de santé de qualité pour 260k personnes ciblées et affectées par des chocs en tenant compte des personnes à besoins spécifiques	259 894	165 207	63,6%
OS 2	Renforcer la participation 260k personnes dans la promotion de la santé pour réduire l'impact des épidémies et autres urgences de santé publique dans les zones d'intervention	67 566	21 458	8,3%

2. Réalisations[3]

Le Burundi a été frappé par plusieurs urgences sanitaires au cours de l'année 2020. En effet, le pays a été affecté par les épidémies récurrentes, notamment de paludisme, rougeole et choléra. Parallèlement à ces urgences épidémiologiques, les catastrophes naturelles telles que les glissements de terrain et les inondations ont occasionné des déplacements de populations qui ont conduit à un accroissement des besoins en assistance d'urgence en santé. Enfin, toutes ces urgences sont survenues dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 qui a renforcé l'ensemble des besoins d'assistance humanitaire.

Pour cette année 2020, les principales réalisations du secteur santé sont les suivantes : 121 860 personnes dans le besoin ont été prises en charge, principalement dans les provinces sanitaires de Bujumbura-Mairie, Bujumbura et Muyinga. La prise en charge offerte dans les provinces de Bujumbura Marie et Bujumbura était particulièrement orientée vers la gestion des pathologies courantes (paludismes, infections respiratoires aiguës, maladies diarrhéiques, etc.) pour les déplacés des sites de Gatumba, Winterekwa et Mubone. Dans la province de Muyinga, la prise en charge des cas concerne principalement la maladie des plaies ulcéreuses. Médecins Sans Frontières a aménagé 3 sites dans le district sanitaire de Giteranyi, qui est le district le plus touché, pour prendre en charge cette maladie.

43 347 personnes (de tout âge) en situation de vulnérabilité ont bénéficié d'une vaccination dans le cadre de la prévention et de la riposte lors des flambées de cas de rougeole.

21 458 personnes ont été sensibilisées aux bonnes pratiques d'hygiène dans les sites de déplacés de Gatumba.

Les principaux défis rencontrés en 2020 sont:

- Une faible disponibilité des ressources pour répondre à l'ensemble des besoins et sur l'ensemble du territoire
- La perturbation du fonctionnement des institutions et des organisations dans le contexte de la pandémie de la Covid-19.
- La nécessité de renforcer la coordination des acteurs de la santé, notamment à travers la tenue de réunions régulières et la réalisation de 3W.

Pour l'année 2020, le secteur santé n'a reçu que 34% (au

3 Etant donné que la réponse santé de la COVID-19 est prise en charge par un plan de riposte approprié, les réalisations contenues dans ce rapport ne reflètent que ce que les partenaires ont accompli en dehors de la COVID-19.

31 décembre 2020, rapport FTS) des fonds budgétisés. Ce financement faible des interventions humanitaires de la stratégie de la réponse sectorielle, a poussé le secteur à considérer les interventions des partenaires tel que Médecins Sans Frontière (MSF) et Initiatives in Medical Intervention Fellowship (IMIF) qui ont intervenus à Gatumba lors des déplacements des populations (MSF et IMIF) et à Muyinga pour la maladie des plaies ulcérant de la jambe (MSF). Ces partenaires ont appuyé la réponse humanitaire sans qu'ils n'aient reçu des financements alignés au plan de réponse humanitaire.

Au regards de tout ceci, les acteurs du secteur santé ont pu assister, pour toute l'année, 72% de sa population ciblée.

L'assistance apportée aux femmes et filles pour les soins obstétricaux et néonataux a été extrêmement faible en 2021 alors qu'il s'agit d'un enjeu central au Burundi.

Notons également que la réponse en santé publique à la Covid-19 a permis un renforcement des mesures de PCI et de sensibilisation aux pratiques d'hygiène alors que la réponse d'urgence s'est concentrée sur d'autres priorités.

a. Réalisations de la réponse non COVID-19

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Assurer l'accès aux soins de santé de qualité pour 260k personnes ciblées et affectées par des chocs en tenant compte des personnes à besoins spécifiques

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de filles et femmes assistées avec des soins obstétricaux et néonatals d'urgence de base et complets	67 566	66	0,1%
Nombre de structures de santé avec la prévention et le contrôle des infections (PCI) renforcés	950	14	1,5%
Nombre de personnes cibles qui ont recu un traitement adéquat	259 897	121 860	46,9%
Nombre de femmes en age reproductive vaccinées conformément au protocole national	67 566	43 347	64,2%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Renforcer la participation 260k personnes dans la promotion de la santé pour réduire l'impact des épidémies et autres urgences de santé publique dans les zones d'intervention

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de personnes sensibilisés	259 897	21 458	8,3%

3. Capacité opérationnelle

Les partenaires humanitaires disponibles sur terrain sont principalement les agences des Nations Unies (OMS, UNICEF, HCR, OIM et PAM) et des ONGs Internationales et Nationales : MSF, FIRC, Croix Rouge Burundaise, Médecin Sans Vacance, CONCERN, GVC.

Pour leurs répartitions sur terrain :

- UNICEF, OIM sont davantage opérationnelles dans les sites de déplacés internes dans les provinces sanitaires de Bujumbura Marie et Bujumbura.
- HCR dans les camps des rapatriés de Ruyigi, Makamba, Ngozi et Muyinga.
- GVC dans les camps de réfugiés des provinces de Cankuzo, Ruyigi, Ngozi et Muyinga.
- MSF dans les sites de déplacés de Bujumbura et dans la province de Muyinga pour la réponse à la maladie des plaies ulcéreuses.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

PERSONNES CIBLÉES	791,5K sur 1,7M dans le besoin	PERSONNES ASSISTÉES	749,8K sur 791,5K ciblées
PROJETS DANS LE HRP	12	FINANCEMENT au 31 Décembre 2020	69,1% reçu sur $32,4M requis

1. Objectifs sectoriels

#	OBJECTIFS SECTORIELS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
OS 1	Fournir une assistance alimentaire et/ou monétaire d'urgence non conditionnelle à 540k personnes les plus vulnérables afin de préserver les capacités de résilience	540 038	551 972	102,2%
OS 2	Fournir une assistance alimentaire et/ou monétaire d'urgence non conditionnelle à 423k personnes les plus vulnérables afin de préserver les capacités de résilience	422 794	197 820	46,8%

2. Réalisations

Dès le début de l'année 2020, le secteur sécurité alimentaire et moyens d'existence - SAME a, planifié d'apporter assistance humanitaire à environ 540 000 vulnérables affectés par différents chocs climatiques ainsi que par des conséquences de déplacements (rapatriés d'exil). Avec la déclaration des premiers cas de COVID-19 dans le pays en mars 2020, le nombre des personnes a été revu à la hausse avec 250 000 nouveaux vulnérables les plus affectés par la perturbation de la subsistance des ménages en particulier ceux vivant dans des zones frontalières privés des activités transfrontalières traditionnelles et ceux des centres urbains dont les activités commerciales ont fortement baissé ainsi que d'autres activités de transfert monétaire.

Ainsi, au cours du 2ème semestre 2020, l'assistance a porté sur un apport alimentaire en nature et en cash ainsi qu'en appui aux activités de relance de la production y compris le développement d'activités génératrice de revenus.

- Environ 47 466 familles vulnérables ont été assistées avec des rations alimentaires en nature au cours du 2nd semestre (soit 44% des bénéficiaires planifiés au début de l'année ou 30% des prévisions incluant les vulnérables affectés par la pandémie de COVID-19). Cette assistance a été principalement distribuée dans les provinces de Bubanza, Bujumbura, Cankuzo, Gitega, Karusi, Makamba, Muyinga, Ngozi et Ruyigi pour permettre aux différentes catégories des ménages affectés par différents chocs y compris les déplacements d'éviter la détérioration de leur statut alimentaire et nutritionnel ainsi que leur éviter le recours aux stratégies de survie sévère. Ainsi le rapport Post-Distribution Monitoring du PAM réalisé auprès des retournés en décembre 2020 a montré que 78.5% avaient un score de consommation alimentaire acceptable mais avec une proportion importante chez les ménages tenus par les hommes (85%) que chez ceux tenus par les femmes (72%).
- Environ 49 509 vulnérables (soit 53% femmes et 47% hommes) ont bénéficié de l'assistance alimentaire sous forme de Transferts Monétaires non conditionnels.
- Environ 52 730 personnes (49% hommes et 51%) ont bénéficié de kits d'intrants agricoles (semences et matériel aratoire) au courant du second semestre de l'année ce qui leur a permis de relancer la production agricole de la saison 2020C et 2021A. Cette assistance a été apportée essentiellement par la FAO dans les provinces de Bubanza, Bujumbura, Cankuzo, Gitega, Muramvya, Mwaro, Ngozi et Ruyigi.
- Quatre cents ménages ou soit 2 000 bénéficiaires indirects (29% hommes et 71% femmes) des provinces Makamba et Rumonge ont reçu un appui en AGR par Christian Aid en vue de renforcer leur niveau de résilience.

En 2020, le secteur Sécurité alimentaire et Moyen d'existence a touché 749 792 personnes sur les prévisions de 790 000 personnes (y compris COVID-19) soit un taux de réalisations de 95% dont 55% pour l'assistance alimentaire et 35% pour l'assistance d'appui à la production. Environ 410 750 personnes ont été assistées en vivres et/ou en cash non conditionnel. 53 030 familles ont bénéficié d'intrants agricoles pour la réhabilitation des moyens d'existence. 6 497 familles ont été assistées dans l'initiation de nouvelles activités pour plus de résilience (soit 818 familles pour les AGR et 5 679 familles pour la culture du champignon).

Par ailleurs, les activités de collecte des données (mVAM, FSMS, IPC, enquêtes de marchés, MIRA…) en amont ont été réalisées à 100% tandis les activités d'assistance ont été totalement couvertes par les mécanismes de feedback en place (Par exemple les tables de plaintes aux sites de distribution, les informations des bénéficiaires rapportés sur les lignes vertes 301 et 109 du PAM et de la CRB).

Les principaux défis rencontrés en 2020 sont:

- Les limites de financement - le secteur SAME a été financé à hauteur de 69% pour la réponse COVID-19 et non COVID-19. Les besoins financiers de la réponse non COVID-19 et COVID-19 ont été couverts respectivement à 98% et 28%. Les limites de financement ont conduit à la priorisation des interventions du secteur dans les localités affectées par la combinaison de plusieurs chocs (aléas, déplacements et COVID-19) à l'Est et à l'Ouest du pays. Malgré le financement, à peine supérieur à la moitié de l'enveloppe nécessaire, des projets soumis dans le cadre de la stratégie de la réponse sectorielle par les donateurs, le secteur a atteint 95% de la population cible. Ceci s'explique par le fait que la couverture de la ration a été coupé impactant ainsi la qualité de la réponse. La réponse a maximisé la couverture des personnes au détriment de l'intensité de la réponse. En définitif des personnes qui devraient recevoir 3 rounds d'assistance (planification) ont effectivement reçu 1 à 2 rounds d'assistance d'où taux de couverture des bénéficiaires plus élevé que celui des ressources distribuées.
- Les mesures de prévention et de lutte contre la COVID-19 - avec le contexte COVID-19, la mise en œuvre de la réponse a été perturbée entre autres par des mesures (restriction des mouvements, coûts additionnels, retards dans l'approvisionnement et dans l'octroi de l'assistance, etc.). Néanmoins, Les opérations de réponse se sont progressivement adaptées notamment avec l'organisation du travail à distance, la revue des systèmes de distributions/ kitting, le recours aux achats locaux pour les vivres, etc.

a. Réalisations de la réponse non COVID-19

INDICATEURS PAYS

Objectif sectoriel 1 (OS 1) : Fournir une assistance alimentaire et/ou monétaire d'urgence non conditionnelle à 540k personnes les plus vulnérables afin de préserver les capacités de résilience

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de menages ayant reçu des rations alimentaires	108 007	137 993	127,8%
Nombre de personnes ayant bénéficié de transfert monétaire	540 037	49 509	9,2%

Objectif sectoriel 2 (OS 2) : Fournir une assistance alimentaire et/ou monétaire d'urgence non conditionnelle à 423k personnes les plus vulnérables afin de préserver les capacités de résilience

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de femmes et hommes bénéficiaires qui déclarent être satisfaits de l'assistance alimentaire qu'ils ont reçu	-	253 325	-
Nombre de rapports d'analyse IPC réalisés	2	2	100%
# d'études de marché réalisés	1	1	1
Nombre de participants de projets (désagrégé par sexe) ayant beneficié des AGR	422 796	818	0,2%
Pourcentage des sites de distribution pour lesquels un comité de bénéficiaires a été mise en place (avec participation d'au moins 60% de femmes)	100	48	48%
Nombre de participants de projets (désagrégé par sexe) ayant développé et pratiqué de la myciculture	422 796	5 679	1,3%
Nombre de participants de projets (désagrégé par sexe) ayant développé et pratiqué du maraîchage intensif	199 388	300	0,1%
Nombre de personnes (désagrégé par sexe et age) ayant reçu un kit agricole	422 796	53 030	12,5%

b. Réalisations de la réponse COVID-19

INDICATEURS PAYS

INDICATEURS	CIBLE	RÉALISATION	COUVERTURE AU 31 DÉCEMBRE
Nombre de personnes affectées par l'impact des mesures préventives contre COVID-19 et bénéficiant d'une assistance alimentaire	250 000	137 993	55,2%

3. Capacité opérationnelle

Le secteur SAME compte près de 35 acteurs actifs dont 19 ONG internationales, 5 ONG nationales, 2 Agences UN, 4 bailleurs et 5 acteurs gouvernementaux. Au niveau de la présence opérationnelle, l'ensemble du pays est couvert et les interventions du secteur se concentre dans les provinces du Nord et extrême sud (Muyinga, Ngozi, Cibitoke et Makamba) comptant plus de 7 acteurs de sécurité alimentaire.

ACRONYMES

AGR	Activité Génératrice de Revenus
ANA (NFI)	Articles Non Alimentaires
CERF	Central Emergency Response Fund
CGE	Comité de gestion des écoles
DIH	Droit International Humanitaire
DHIS2	District Health Information Software
EHA (WASH)	Eau, Hygiène et Assainissement
ESU	Education en situation d'urgence
FEFA	Femmes enceintes et femmes allaitantes
GBVIMS	Système de Gestion d'Information lié aux Violences Basées sur le Genre
HNO	Aperçu des besoins humanitaires
HRP	Plan de réponse humanitaire
IASC	Inter-Agency Standing Committee
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDI	Personnes Déplacées Internes
PSS	Soutien psychosocial
UN	United Nations (Nations Unies)
VBG	Violences Basées sur le Genre

Rapport de suivi périodique

Plan de Réponse Humanitaire - Burundi

Janvier - décembre 2020